

# **BASTA LES EXPULSIONS ! BASTA LA RÉPRESSION !**

Alors que le démantèlement de la jungle de Calais va commencer d'ici quelques jours, une logistique hors du commun est mise en place afin d'expulser et de répartir aux quatre coins de la France les habitants présents sur les lieux. Réquisition de bus, bouclage du périmètre, octroi de laissez-passer, mobilisation d'un millier de policiers... Si les dirigeants qualifient cette opération d'humanitaire, nous lui voyons plus de points communs avec une invasion militaire de ce qui est devenu une véritable ville.

Depuis la fermeture de la frontière avec l'Angleterre, les exilés se sont regroupés dans le seul endroit où il leur était encore possible d'aller. Les précédentes expulsions, telle celle de Sangatte en 2002 ou les occupations de bâtiments vides dans le centre de Calais, ont poussé la construction du bidonville au plus loin.

Si le campement compte tout ce qui peut paraître de plus sordide (conditions d'hygiène déplorables, manque de nourriture, promiscuité, violence...), il représente aussi un des rares espaces où les exilés peuvent échanger, s'informer et s'organiser de manière autonome. Ce sont ces tentatives d'organisations collectives que l'Etat Français veut détruire à Calais, tout comme sur l'ensemble du territoire, comme on le voit avec les expulsions de squats et de campements dans la plupart des grandes villes ou à la frontière franco-italienne.

La répression et la dégradation des conditions de vie voulues et orchestrées par l'Etat Français dans le camp ont entraîné des niveaux de violences rarement dépassés. Elles sont équivalentes à celles d'une réelle guerre, pourtant menée à l'encontre de ceux qui poursuivent le simple but de rejoindre l'Angleterre. On l'a vu ces dernières semaines, lors des perquisitions des restaurants et shops de la ville, lors des attaques quotidiennes de la police usant de lacrymogènes (une moyenne de 100 tirs par jour depuis un an), de grenades de dés-encerclement ou de tirs de flashballs à bout portant qui n'épargnent nullement familles et enfants, lors des quotas à atteindre de 80 arrestations par jour, mais aussi en privilégiant l'investissement sécuritaire au détriment d'une réelle politique d'accueil.

Et que l'on ne nous parle pas de « solution » apportée avec la mise en place des Centre d'accueil et d'orientation (CAO). Ceux-ci légitiment le démantèlement en y apportant un semblant d'humanitarisme, mais sont critiquables sur de nombreux points. En premier lieu, ils ne correspondent pas aux choix des exilés qui ne veulent pas visiter la campagne française mais tenter une nouvelle vie en Angleterre. Ils auront pour effet de disperser et d'isoler les personnes, les rendant ainsi plus fragiles, et permettront ainsi de faciliter le tri et les déportations, sans vraiment donner la possibilité à quiconque de réaliser son projet.

Dans la région Paca par exemple, 1000 personnes sont attendues dont 50 % d'entre elles seront reconduites dans d'autres pays de l'Union Européenne selon les accords de Dublin. Selon les statistiques, 85 % des demandes d'asiles sont refusées. En fin de compte, seules 75 personnes seront accueillies. Ces chiffres démontrent les mensonges de la xénophobie ambiante provoquée par les discours officiels qui essaient de faire croire à un envahissement de réfugiés en Europe. Et pour les personnes qui se verront refuser l'asile, ce sera le renvoi dans leur pays, notamment certains en guerre comme le Soudan, l'Afghanistan et prochainement l'Irak dès que certaines formalités entre Etats seront signées.

Nous soutenons les personnes qui revendiquent leur droit de circuler librement et de s'installer dans le lieu de leur choix. Face aux menaces d'expulsions, d'isolement et de ségrégation que les personnes déplacées risquent de subir, et face aux provocations racistes que quelques sordides habitants ont déjà manifesté ici et là, la plupart d'entre elles auront besoin de soutien. Nous vous invitons à participer à une culture d'hospitalité et d'accueil pour que les arrivants puissent participer à la vie locale, à développer des solidarités avec elles, à créer des espaces de rencontres et d'échanges, mais aussi à s'organiser afin d'empêcher les déportations à venir. Des initiatives sont déjà existantes, d'autres restent à créer.

## **RASSEMBLEMENT EN SOUTIEN**

### **AUX EXILÉS DE CALAIS**

**LE PREMIER JOUR**

**DES EXPULSIONS**

**Devant la Sous-préfecture**

**A ALÈS à 18h**

